

APPLICATION DU «PLAN QUALITÉ TOURISME»

Une assistance étrangère pour le lancement du projet

Le comité national du «plan qualité tourisme» a été installé, hier par Chérif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire de l'Environnement et du Tourisme. Cette étape permet, selon Chérif Rahmani, le lancement effectif du plan concocté il y a de cela quelques mois.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le but principal de cette initiative des responsables du secteur est la mise en valeur de la destination Algérie et sa propulsion dans le marché mondial. Le comité installé est composé des représentants de l'administration centrale du tourisme, des départements ministériels concernés, des représentants des associations professionnelles, celles des consommateurs et d'experts. A cet effet, le ministre a annoncé l'entrée en action dans les prochains jours d'experts étrangers qui viendront apporter leur appui à l'équipe déjà en place. Le comité national du plan qualité tourisme aura ainsi la charge, d'une manière générale, de se prononcer sur les demandes d'adhésion à la marque qualité tourisme et de suivre le processus de son attribution conformément aux dispositions du plan. Ceci notamment en matière d'instruction de dossiers de candidature, de sélection des candidats à l'usage de la marque, d'audit des entreprises candidates et de contrôle de



Photo : New Press

conformité, de suivi et de surveillance des porteurs de la marque qualité tourisme Algérie. Le ministre a aussi insisté sur l'importance du volet formation précisant que pour le tourisme, la qualité des prestations est une exigence principale. Ainsi seront associés aussi bien des formateurs nationaux qu'étrangers. «La notion de qualité dépasse la notion de classement», a déclaré le ministre.

Deux cents unités sont concernées par le plan qualité tourisme. Il s'agit d'établissements de restauration classés, d'hôtels standing et les agences de voyages. Chérif Rahmani insistera sur le fait que le comité installé a une obligation de résultat alors que ses membres sont appelés à opter pour des conseillers territoriaux avec comme noyau dur, les inspecteurs régionaux. Le «plan qualité touris-

me» fait partie du schéma directeur d'aménagement touristique qui fixe la politique touristique de l'Algérie à l'horizon 2025. Il vise d'une part à afficher la vision du développement touristique à court, moyen et long terme et d'autre part à définir les instruments de mise en œuvre de cette politique et à prévoir les conditions de sa faisabilité.

F.-Zohra B.

L'unité de liège d'Aokas dévastée par les flammes

L'unité de l'Entreprise nationale du liège implantée dans la commune balnéaire d'Aokas, à l'est du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, a été entièrement dévastée par un gigantesque incendie qui s'est déclaré mardi après-midi. Le feu serait parti, à 14h18 exactement, de la meunerie pour se propager ensuite dans le hangar de stockage du liège, selon M Chabour, capitaine de la Protection civile de Béjaïa. L'intervention immédiate des éléments de la protection civile de Béjaïa appuyés par leurs collègues des unités dépêchées des municipalités avoisinantes en l'occurrence Souk-El-Tenine et Tichy, a permis de circonscrire l'incendie pour l'empêcher d'atteindre les quatre cuves de colle, un produit hautement inflammable. Le hangar de stockage de liège a été consumé par les flammes qui s'élevaient très haut dans le ciel. Ce n'est que vers 20h40

après plusieurs heures de combat acharné, que les éléments de la Protection civile ont réussi à maîtriser les flammes, précise le même responsable des pompiers.

A 22 h, le feu reprend de plus belle pour gagner les cinq silos de stockage de produits finis et semi-finis de liège se trouvant à l'intérieur de la meunerie. Il aura encore fallu toute une nuit de lutte, en faisant face à d'énormes difficultés que les soldats du feu encadrés par quatre officiers dont deux officiers supérieurs dépêchés de l'unité principale de la wilaya, avec 30 sapeurs pompiers, pour vaincre définitivement le sinistre. Ce n'est que vers 7h50 dans la matinée d'hier que les sapeurs pompiers ont réussi à venir totalement à bout des flammes sinistres grâce à un renfort de matériel impressionnant : camions de ravitaillement en eau des trois communes avoisinantes, même le

camion à jet d'eau de l'unité anti-émeute des CNRS a été utilisé dans les secours avec d'autres engins de travaux publics. Quelque 75 tonnes de produits finis et semi-finis de l'unité de liège ont été totalement détruits par les flammes, selon le capitaine Chabour. Malgré l'ampleur des dégâts matériels, on ne déplore, fort heureusement, pas de perte en vie humaine. Il faut, néanmoins, souligner que la chaîne de production du liège a été entièrement ravagée. A en croire certaines sources, l'incendie se serait déclaré suite à un court-circuit dans le moulin. Un mauvais coup du sort pour l'entreprise et ses 200 salariés qui font face depuis quelque temps déjà à de multiples difficultés. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour connaître les circonstances exactes du drame.

A. Kersani

EGOUVERNEMENT

Vers la généralisation du service en Algérie

L'emploi des technologies de l'information et de la communication (TIC) comme instrument de modernisation de l'Etat et du service public a été au menu d'une journée d'étude.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Des experts se sont penchés sur la question du e-gouvernement. Ces derniers ont notamment expliqué que l'utilisation par l'administration des puissances des technologies notamment celle du Web est à même de rendre les services publics plus facile d'accès aux citoyens. Cela permet aussi aux entreprises d'être plus efficaces. Il s'agit de mettre sur le réseau internet les différentes prestations

de services garanties par l'administration. Mais pour ce faire, les experts ont mis en avant un certain nombre de préalables. Ceux-ci conditionnent l'accomplissement du gouvernement électronique. Parmi les aspects cités, figure l'analyse des besoins afin de savoir si les utilisateurs potentiels vont être intéressés par ce service. L'accessibilité au e-gouvernement est aussi un point essentiel en ce sens où il est nécessaire que les utilisateurs aient accès aux outils requis. Il s'agit entre autre de l'internet. La personnalisation du service a aussi été développée par les conférenciers. Ces derniers ont expliqué que pour des questions

pratiques, l'administration électronique devrait être accessible à travers une seule adresse. Plus simple à retenir, cette interface permet à son tour l'accès vers l'administration souhaitée : éducation, ministère, impôts et autres. Cela permet en outre de décloisonner les administrations.

Le tracing et le tracking ont également été cités lors de ces interventions. Ces deux outils vont également permettre de connaître en temps réel le cheminement du dossier ou de la pièce administrative souhaitée. L'on peut aussi grâce à ces deux outils savoir la position exacte de la pièce en question avant son acheminement

vers le demandeur. Selon M. Fayçal Mecheri, expert en e-gouvernement, la réussite de ce procédé demeure tributaire de la connexion entre les différentes entités administratives autrement la chaîne risque d'être rompue. Dans les pays qui ont déjà adopté ce genre de gouvernance, il a été possible de réaliser des économies annuelles estimées à 150 millions d'euros. L'environnement n'a pas été en reste. Un autre expert a expliqué que le recours à internet pour l'accomplissement des démarches administratives, implique la diminution de l'usage de la voiture pour les besoins de déplacement.

N. M.

SANTÉ

Cinq nouvelles transplantations de reins réalisées par le CHU de Tizi-Ouzou

Poursuivant son programme de transplantations d'organes, le CHU de Tizi-Ouzou a réalisé, au cours de la semaine écoulée, 5 nouvelles greffes de reins sous la direction du Pr Ahmed Chaballout, un Américain d'origine syrienne. Il a, par ailleurs, donné une brillante conférence, très documentée, sur la transplantation, le don et le prélèvement d'organes sur cadavre à travers le monde, devant un parterre de médecins, d'étudiants et de paramédicaux, très intéressés par la très grande technicité et non moins grande expérience de 30 ans du conférencier.

Le Pr Chaballout, qui exerce essentiellement aux USA et en Arabie saoudite, a fait un parallèle sur la faisabilité de la transplantation dans les deux pays en soulignant les difficultés d'ordre subjectif et sociologique que rencontraient le don et le prélèvement d'organe dans le dernier pays cité avant que les oulémas ne s'avisent à les autoriser à travers une fatwa. A travers le monde, l'Espagne réalise, grâce à sa législation sur le prélèvement systématique d'organes sur cadavre, le plus grand nombre de greffes, dans le monde arabe, le Koweït se situe en tête devant l'Arabie saoudite, signale le professeur qui n'a pas manqué d'appuyer son plaidoyer pour la transplantation d'organes par des arguments religieux, sourat et hadith nabawi.

La transplantation est licite, elle n'est entravée que par l'égoïsme humain, d'où la nécessité d'une sensibilisation soutenue de la population, insiste le conférencier, appelant les spécialistes à prendre des initiatives hardies dans le domaine en s'appuyant sur une bonne organisation et sur une sérieuse coordination entre eux. Aussi, il a encouragé vivement ses confrères algériens à développer la transplantation d'organes.

Le CHU de Tizi-Ouzou, rappelez-le, a réalisé deux greffes de reins en 2006 et 11 en 2007, il compte réaliser durant le restant de l'année en cours 5 greffes par mois afin d'atteindre son objectif annuel de 20 greffes pour l'année en cours. En plus de ce qui précède, le CHU a également réalisé, selon le Dr Mansouri, directeur de l'établissement, 12 greffes de la cornée sur un objectif de 28 à atteindre durant l'année en cours. 30 greffes d'implants cochenaires pour enfants sourds et muets figurent, par ailleurs, parmi les objectifs du CHU qui s'attelle à réunir les conditions matérielles, techniques et humaines visant à offrir aux malades des soins hautement spécialisés et de très bonne qualité.

B. T.